

2022

Colloque colos & classes déc

« Des défis collectifs
pour les séjours collectifs »

Sommaire

 Discours d'ouverture Michelle Demessine, Présidente de l'UNAT	P.4
 Discours de Sarah El Haïry, Secrétaire d'État en charge de la Jeunesse et du Service National Universel	P.7
 Discours de Louise Fénelon, Présidente de la commission Vacances Enfants-Ados & Classes déc	P.8
 Table Ronde : «Garantir la mixité sociale et assurer le recrutement deux défis majeurs»	P.11
 Table Ronde : «Modèles économiques et environnementaux : des évolutions qui nous concernent tous»	P.17
 Ateliers : Sobriété énergétique dans les séjours	P.24
 Ateliers : Projet et modèle économique	P.25
 Ateliers : Renforcer et développer la mixité dans les séjours	P.26
 Ateliers : Recrutement et personnel : les leviers d'actions et partenariats	P.27



Discours d'ouverture

Michelle Demessine,
Présidente de l'UNAT

Mesdames et Messieurs,

Chers adhérents, partenaires et amis,

C'est avec grand plaisir que je vous retrouve cette année pour ouvrir le 11^e colloque de l'UNAT dédié aux séjours collectifs pour mineurs. Après deux années en visio, nous nous retrouvons au FIAP et renouons avec nos habitudes. Pourtant, je suis consciente que les habitudes ont changé et que la situation, économique notamment, n'a pas permis à toutes celles et ceux qui le souhaitaient de venir.

Je veux donc vous remercier pour votre mobilisation et votre présence. Je veux également remercier très chaleureusement les membres du comité de pilotage, notamment Louise Fénelon, et l'équipe dont Louisa et Pierre. Comme vous l'avez peut-être vu, nous avons décidé d'élargir le périmètre du colloque qui n'est plus uniquement consacré aux colos, mais également désormais aux classes de découvertes. Cette évolution n'est pas un détail. Elle est le fruit des échanges avec le réseau et le reflet de vos pratiques. Comme nous avons eu l'occasion de le démontrer lors d'une édition précédente, les passerelles entre les séjours sont évidentes.

Un enfant parti en classes de découvertes aura plus de facilité à aller en colos, voire même à le demander.

Par ailleurs, dans vos modèles, les deux types de séjours se répondent et se nourrissent l'un l'autre, tant dans les continus que dans l'organisation. Ils permettent également une diversification des activités et une ouverture plus grande des établissements, avec des nombreux impacts positifs sur les territoires.

Alors, oui les classes de découvertes ne sont pas des vacances et encore moins du tourisme, mais elles ne peuvent être ignorer quand nous portons votre parole et défendons vos activités et vos intérêts auprès des pouvoirs publics.

L'UNAT, votre Union, s'adapte à vos problématiques et vos besoins en adaptant également son plaidoyer. Lors des élections présidentielles et législatives de 2022, nous avons d'ailleurs porté l'objectif que chaque enfant parte au moins une fois en séjours collectifs, et de développer les liens entre les séjours.

Sans oublier le financement en revendiquant un soutien public plus important, tant pour les organisateurs que pour le patrimoine. Enfin, le cadre des Activités Sociales et Culturelles des CSE doit être sécurisé et devrait inclure également la possibilité de financer le BAFA et le BAFD.

Nous n'arrêterons pas de porter ces propositions et ces sujets dans le débat public, car c'est la pierre angulaire du droit aux vacances pour tous. Sans départ dès le plus jeune âge, les inégalités ne peuvent que se creuser ensuite.

Au-delà du pouvoir politique, je veux saluer notre collaboration importante avec l'administration, au premier rang desquelles la Direction de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative.

Ce travail collaboratif nous conduit à participer aux travaux du Comité de Filière Animation, issu des Assises de l'Animation. Cette nouvelle instance, qui a vocation à s'inscrire dans un temps long et d'aborder dans le détail les enjeux vitaux du secteur, est une nouvelle méthode intéressante. Son président, Laurent BONATERRE, par ailleurs élu local, interviendra d'ailleurs aujourd'hui et je l'en remercie.

Le thème du colloque de cette année aurait pu être : « D'une crise à d'autres crises », tant l'enchaînement entre la crise sanitaire et les nouvelles est significatif.

À peine sorti d'une crise exceptionnelle qui a percuté la société dans son ensemble, vous subissez de nouvelles interrogations fondamentales liées à l'explosion des coûts de l'énergies :

- Comment faire face ? devons-nous augmenter les tarifs, au risque d'évincer des bénéficiaires ?
- Comment programmer des investissements et maintenir le patrimoine, tout en remboursant également les Prêts Garantis par l'Etat ?
- Les collectivités territoriales, qui subissent les mêmes augmentations, pourront-elles continuer à nous soutenir ?
- Devons-nous fermer les établissements pendant la période hivernale ?

Il n'y a malheureusement de réponses uniformes. Toutefois, ne doutez pas que nous en faisons part au gouvernement dans tous nos échanges, car il en va de votre survie et de l'avenir d'un secteur d'intérêt général.

Dans le cadre du colloque d'aujourd'hui, nous n'ignorerons pas ces questions et les échanges que nous aurons viendront nourrir notre discours politique.

Toutefois, nous avons fait le choix d'un thème plus global, celui « des défis collectifs pour les séjours collectifs », car ils sont nombreux.

En premier lieu, l'engagement dans la transition écologique et la sobriété énergétique dans la continuité des travaux de l'an dernier et en lien avec les questions que je viens d'évoquer.

Le recrutement, sujet de préoccupation majeur, au regard des difficultés rencontrées dont certaines sont

propres au secteur de l'Animation, et d'autres plus générales dans l'évolution du rapport au travail.

La mixité des publics accueillis, les vacances devant rester un temps de rencontres où les enfants découvrent un champ des possibles en dehors du cadre familial quotidien.

Enfin, les modèles économiques ; en tant qu'associations, vos finalités sont différentes et d'intérêt général, mais il convient qu'ils s'équilibrent, voire même qu'ils permettent de continuer à investir dans vos projets tant sociaux que patrimoniaux.

Pour surmonter ces défis, nous ne sommes pas seuls. Les partenariats sont très importants. C'est pourquoi, je remercie la CNAF et VACAF de leur présence, ainsi que la SNCF et la Fédération nationale des Transports de Voyageurs, mais également Hélixopée. Enfin, les soutiens qui nous aident à vous fournir des solutions concrètes comme le réseau Apogées, Assurinco et la MAIF.

À l'UNAT, nous avons la conviction que ces défis ne pourront pas se résoudre si chacun reste dans son coin. Les mettre en commun, sans nier les spécificités de chacun, est notre marque de fabrique. Face à des défis, vous n'êtes donc pas seuls. Nous croyons dans la force des partenariats de fond et de long terme. C'est l'objet du colloque d'aujourd'hui et de notre mobilisation quotidienne.

Merci à vous et bons travaux !

Discours

Sarah El Haïry, Secrétaire d'État chargée de la Jeunesse et du Service National Universel



Madame la Présidente, Chère Michelle, Monsieur le Délégué Général, Cher Simon, Mesdames, Messieurs, chers amis,

Je ne peux malheureusement pas être des vôtres aujourd'hui pour le colloque. Vous savez que j'avais envie de venir et j'ai même essayé, que cela rentre dans mon agenda. Malheureusement, les contraintes ont fait que cela n'est pas possible techniquement. Mais je tenais à vous adresser ce message.

Aujourd'hui, les vacances sont précieuses à chacun et elles permettent le retour à soi, la rencontre de l'autre à travers l'adaptation à un autre environnement, à un autre contexte, à notre patrimoine, mais aussi quelque chose d'assez précieux et d'assez rare, c'est la fabrication de souvenirs.

Offrir des vacances de qualité, accessibles à tous, comme le fait aujourd'hui l'UNAT, c'est donc démocratiser ces trois biens absolument fondamentaux. Pouvoir partir en vacances, c'est se donner l'opportunité de revenir différent, grandi parfois avec les idées plus claires, grâce à la prise de recul, mais aussi enrichie de rencontres et foncièrement muni de souvenirs. Pour les enfants, les séjours éducatifs peuvent également revêtir une dimension initiatique plus particulière.

La première colonie induit un apprentissage, celui de la vie en collectivité, en dehors du cadre et de l'environnement familial. Si les vacances permettent aux adultes de se retrouver, pour les enfants, les colonies de vacances peuvent aussi conduire les jeunes à se trouver, c'est à dire expérimenter leur autonomie et définir le rôle qu'ils peuvent jouer dans un collectif, différent de celui de la classe.

Je tiens donc à saluer, à remercier tous les acteurs qui rendent possible l'accès à des vacances de qualité. Mesurez votre apport à la trajectoire d'épanouissement de notre jeunesse, de nos enfants et donc à la qualité de vie de tous. Aux deux fondamentaux éducatifs et sociaux des séjours, il convient, je crois en tout cas plus que jamais, d'ajouter une exigence écologique et environnementale.

France Nation verte appelle des vacances vertes et je me réjouis que vous consacrez une partie de vos travaux à la sobriété énergétique. Le tourisme est parfois décrié comme un secteur à l'origine de nuisances écologiques et environnementales. Moi, je suis convaincue que le tourisme social est parfaitement placé pour trouver les solutions. D'ailleurs, il en pratique déjà les plus efficaces, les plus pragmatiques, les plus durables.

L'exemplarité écologique et environnementale sera d'une manière très rapide, une exigence pour les familles. Elles ont raison et nous devons nous adapter. Nous devons continuer à nous adapter. Je serai très attentive aux travaux et aux conclusions du colloque parce que pour moi, elles seront enrichissantes. Mais c'est aussi votre réflexion qui nous permettra collectivement d'être plus efficaces et d'accompagner. Je suis impatiente de vous retrouver, de les lire, mais surtout, je vous souhaite à tous un excellent colloque. Chers amis, il me reste plus qu'à vous souhaiter une belle journée et surtout à très bientôt.



Discours

Louise Fenelon, Présidente de la commission Vacances Enfants-Ados et Classes Déc

Mesdames et Messieurs les élus, Mesdames et Messieurs, Chers collègues, Chers amis,

Bienvenue à ce colloque de l'UNAT intitulé « Des défis collectifs pour les séjours Collectifs »

C'est avec beaucoup d'émotions que je vous retrouve aujourd'hui pour ce 11ème colloque dédié aux vacances des enfants et des ados mais aussi aux classes de découvertes.

3 ans déjà que nous ne nous étions pas retrouvés en présentiel !

Nous sommes passés par des moments difficiles, de doutes, de fragilités, mais aussi d'espoir, de renouveau, d'adaptation ...

Dans notre secteur, tout le monde s'est cramponné, porté par une force incommensurable, sûrement liée à notre cœur de métier, à cette mission qui s'inscrit dans la convention internationale des droits de l'enfant: contribuer humblement à ce qu'un maximum d'enfants puissent avoir des loisirs et des départs en vacances.

Comment aurions-nous pu baisser les bras face à cette mission d'intérêt général, même quand les conditions ont été difficiles, les délais très courts, les contraintes nombreuses?

Oui mais voilà, le souci, c'est que d'avoir tant donné pendant ces presque 2 ans de crise sanitaire, notre secteur est un peu fragilisé au moment où il doit traverser de multiples crises... il n'est toujours pas question de baisser les bras, mais il faut tout de même prendre un peu de hauteur, évaluer les risques, concerter ses pairs, vérifier que les bras sont toujours là car désormais c'est une autre paire de manches... la crise sanitaire s'est éloignée, mais d'autres crises s'immiscent méchamment : crise énergétique, crise sociale, crise économique, crise climatique...

Alors, ne faut-il pas se serrer les coudes et trouver des solutions collectivement ?

N'est il pas temps de demander à nos partenaires ce qu'ils mettent derrière ce mot? Ce qu'ils sont prêts à faire pour nous accompagner?

Tout au long de la journée, nous allons tenter de répondre à ces questions.

Dans quelques instants, je vais laisser la place à Ariel Guez, journaliste, qui va vous challenger, avec la complicité de Louisa et Pierre, en vous posant quelques questions, histoire de se mettre dans des conditions optimales pour cette journée de réflexion.

Ensuite, vous vous retrouverez en ateliers pour réfléchir collectivement à l'un de nos quatre défis que sont :

La Mixité dans les séjours – Laurence et Benoit – Salle Rio 2

La sobriété énergétique – Robin et Ludovic – Salle Boston

Le recrutement du personnel – Bruno et Cyril – Salle Rio 1

Les Modèles économiques – Olivier et Anthony – Salle Oslo

A 12 h 30, nous gagnerons l'espace restauration pour un déjeuner « à table », temps informel propice aux rencontres, aux retrouvailles et aux échanges...

A 14 h 30, RDV dans l'amphithéâtre pour deux tables rondes. J'aurai le plaisir d'animer la première qui aura pour thème les problématiques de recrutement et de mixités sur les séjours. La seconde, animée par Robin Miglioli, permettra d'aborder les sujets de sobriété énergétique et de modèle économique.

De nombreux partenaires seront à nos côtés pour nous dire comment ils peuvent nous accompagner dans cette période critique.

Pour conclure cette journée, c'est Simon Thiot qui prendra la parole, en sa qualité de Délégué Général de l'UNAT. Je lui ai demandé d'être le grand témoin de cette journée, mais plus que cela, de nous faire une sorte de rapport d'étonnement sur notre secteur, après avoir passé 5 années à nos côtés, 5 années qui ont été particulièrement mouvementées. Je veux ici le remercier pour son implication sans faille à nos côtés, pour les batailles qu'il a mené pour que le Tourisme Social et Solidaire soit reconnu au plus haut niveau et intégré à de nombreux dispositifs, pour la place qu'il a contribué à redonner à l'UNAT dans le paysage institutionnel, et plus personnellement pour la qualité de notre collaboration. Merci Simon.

Je souhaite bien évidemment remercier également les membres du comité de pilotage :

- Fanny ANDREU pour l'UNAT PACA, Olivier BEAUMONT pour Temps Jeunes, Bruno COLIN pour ODCVL, Natacha DUCATEZ pour l'OVLEJ, Laurence PLANES CARY pour les PEP, Emmanuelle DESPRES pour l'UNAT IDF, Anthony GUERON pour le CSE VEOLIA, Gabriel HUBSCHWERLIN pour l'UNAT Grand Est, Cyril GAFFET pour l'UFCV, Ludovic LE GOFF pour ADN et Christophe MOULLE pour Issy Les Moulineaux. De par leur diversité, ils représentent à la fois les associations organisatrices nationales ou régionales, les comités d'entreprise, les collectivités, l'expertise. Merci à leur structure de leur permettre de collaborer à ce collectif, pour l'intérêt collectif ! Et merci à ces femmes et ces hommes pour leur engagement, la qualité de nos échanges réguliers, leur disponibilité. Sans eux, mener cette barque ne serait pas aussi agréable ! Car ils ne font pas que co-piloter ce colloque. Ils sont aussi vos représentants dans les prises de décision ou contributions de la Commission Vacances Enfants Ados et Classes de décou-

vertes. Collaborer à leurs côtés est un réel plaisir !

Il est important pour nous de pouvoir vous dire qu'au-delà des quelques rendez vous annuels de la Commission, nous œuvrons pour vous au quotidien, et je vous représente notamment dans les réunions suivantes :

- L'OVLEJ
- Dans différents groupes de travail au sein de la DJEPVA (colos apprenantes, communication, protocole sanitaire, la lutte contre le harcèlement...)
- Avec la SNCF
- Aux Assises de l'Animation en début d'année puis au Comité de Filière Animation
- Pour le projet de relance des Classes de Découvertes
- Au Copart de la CNAF
- Dans les médias

Si vous souhaitez nous rejoindre, n'hésitez pas à me solliciter, nous serons ravis de vous accueillir !

Pour nous accompagner au quotidien sur tous ces sujets, il y a bien évidemment également l'équipe permanente de l'UNAT dont je remercie chacun, et en particulier Aimeric LEGENDRE, Louisa CHAROUNI qui l'a remplacé il y a peu et qui est déjà très efficace et Pierre JOUQUAN, qui nous a permis ces deux dernières années de renouveler nos outils de communication, de créer un podcast ... un merci particulier puisqu'il part relever un nouveau défi professionnel dans quelques jours.

Il me reste à demander à Ariel Guez de me rejoindre et à vous souhaiter une très belle journée !

TABLE RONDE : «GARANTIR LA MIXITÉ SOCIALE ET ASSURER LE RECRUTEMENT, DEUX DÉFIS COLLECTIFS MAJEURS»



CLAIRE BARBE

Responsable Pôle
Partenaires et
Communication, VACAF



NATHALIE BRICNET

Cheffe de bureau de la
protection des mineurs en
accueils collectifs et des
politiques éducatives locales



ALESSANDRA SOLEILHAC

Conseillère politique enfance
à la CNAF



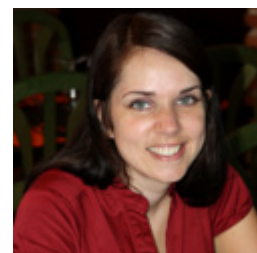
BENOIT COQUILLE

Secrétaire général du Comité
de filière Animation



ANNE-CLAIRE DEVOGE

Directrice de l'attractivité
des métiers et de l'évolution
professionnelle, HEXOPEE



NATACHA DUCATEZ

Chargée de mission de
l'Observatoire des vacances
et des loisirs enfants et des
jeunes



LOUISE FENELON

présidente commission
Vacances Enfants Ados et
Classes déc

Dans le cadre d'une étude sur les parcours dans l'animation occasionnelle, vous avez été amenés à échanger avec des animateurs et des directeurs. Quelle était leur perception de l'animation ? Et est-ce que certains constats font écho aux difficultés que rencontrent les organisateurs ?

Les animateurs et les directeurs sont motivés à travailler dans les accueils collectifs de mineurs pour plusieurs raisons. Tout d'abord, il y a la dimension du plaisir liée à l'animation et à l'interaction avec les jeunes. C'est une activité qui peut être très gratifiante et qui permet de créer des liens avec les enfants et les adolescents.

Ensuite, la dimension éducative entre en jeu. Les animateurs et les directeurs réalisent qu'ils participent à l'éducation des jeunes en les encadrant dans les accueils collectifs. Ils comprennent l'importance de leur rôle dans la construction des enfants en dehors de leur vie familiale et scolaire. Cette prise de conscience de l'engagement éducatif motive certains à continuer dans ce domaine.

De plus, les accueils collectifs de mineurs offrent la possibilité de travailler sur des valeurs sociales essentielles telles que la solidarité, l'empathie, la préservation de l'environnement, et la lutte contre les discriminations. Ces thématiques correspondent aux préoccupations actuelles des jeunes, qui recherchent des métiers qui ont du sens et qui leur permettent de s'engager pour des causes qui leur tiennent à cœur.

Cependant, il est important de noter que le secteur des accueils collectifs de mineurs rencontre également des difficultés en termes d'attractivité et de recrutement. Les salaires peuvent être bas et la concurrence avec d'autres emplois peut être forte. Il est donc nécessaire de valoriser davantage les métiers de l'animation et d'améliorer les conditions de rémunération. Il est également important de continuer à professionnaliser ces métiers et à promouvoir la formation et la qualification des animateurs et des directeurs.

En résumé, ce qui anime les animateurs et les directeurs à travailler dans les accueils collectifs de mineurs, malgré les défis, c'est le plaisir de l'animation, la dimension éducative, l'engagement social et la possibilité de contribuer à la construction des jeunes. Des efforts sont nécessaires pour rendre ces métiers plus attractifs et pour améliorer les conditions de travail.

Quels sont les freins au passage du BAFA et donc au recrutement d'animateurs ?

1. Perception de l'animation comme un petit boulot : L'animation n'est pas toujours perçue comme un métier à part entière, mais plutôt comme un emploi précaire avec des conditions d'exercice difficiles. Cette perception peut décourager les jeunes à s'engager dans ce domaine.
2. Crise sanitaire et contraintes de sécurité : Les deux dernières années de crise sanitaire ont rendu la mise en œuvre des mesures de sécurité et de protection des mineurs dans les accueils collectifs plus complexes. Les contraintes liées à la pandémie ont parfois rendu le travail des animateurs difficile.
3. Recherche de professions plus sécurisées : En période de crise économique, les jeunes peuvent être davantage attirés par des professions offrant une plus grande sécurité d'emploi, comme les CDI ou les emplois dans la fonction publique territoriale.

TABLE RONDE :

«GARANTIR LA MIXITÉ SOCIALE ET ASSURER LE RECRUTEMENT, DEUX DÉFIS COLLECTIFS MAJEURS»

4. Déséquilibre entre engagement et rémunération : Les rémunérations dans le domaine de l'animation sont souvent considérées comme insuffisantes par rapport aux engagements et aux responsabilités liés aux postes. Cet écart entre l'engagement demandé et la rémunération offerte peut décourager les candidats potentiels.

5. Réticences des collectivités à recruter sur des contrats longs : Les collectivités territoriales ont parfois des réticences à recruter des animateurs sur des contrats longs ou à privilégier des filières de fonctionnaires. Cela peut limiter les opportunités d'emploi dans le secteur.

Hexopée a repris la Plateforme d'emploi « Planète Anim », quels en sont les objectifs ? Quelles sont les évolutions à venir ?

L'équipe de Planète Anim' travaille actuellement à maintenir ce service ouvert et prévoit de le rénover. Hexopée envisage de créer trois espaces dans le portail : un espace emploi, où les offres d'emploi seront publiées en lien avec la marque employeur, afin de donner une plus grande visibilité aux offres ; un espace emploi-formation, où elle fournira des informations sur les formations et les métiers existants, en incluant une cartographie des métiers utiles et les formations proposées par différents opérateurs ; et enfin, un espace ressources, où elle référencera les principaux portails de ressources utiles pour les animateurs.

Est-ce qu'il y a des données sur la fréquentation des formations BAFA ? BAFD ?

En ce qui concerne la fréquentation des formations du BAFA, les chiffres donnés indiquent une tendance positive en termes d'ouverture de comptes sur le système d'information BAFA au cours des dernières années. En 2017, il y avait 96 854 personnes qui ouvraient un compte sur le système d'information BAFA en 2018, 93 000. En 2019, 96 000. Nous ne reviendrons pas sur l'année noire 2020, mais pour autant, en 2021, 108 141 comptes ont été ouverts. Cependant, le véritable décrochage se produit souvent lors des stages d'approfondissement, ce qui peut expliquer les difficultés de recrutement.

Pour tenter de remédier à ces problèmes, des mesures ont été prises, comme l'aide exceptionnelle de 200 € pour les participants aux formations BAFA en 2022. Cette mesure visait à encourager les jeunes à poursuivre leur parcours de formation et à obtenir leur diplôme. Les chiffres préliminaires suggèrent une augmentation du nombre de diplômés BAFA en 2022 par rapport aux années précédentes, ce qui est un signe positif.

Cependant, il est important de noter que cette aide exceptionnelle était temporaire et que des solutions structurelles doivent être trouvées pour pérenniser l'attrait et la formation des animateurs dans le secteur des accueils collectifs de mineurs.

Est-ce qu'il y a des chiffres sur les annulations de séjours qui auraient pu avoir lieu cet été suite, justement, à ces difficultés de recrutement ?

Il n'est pas possible de tracer les motifs d'annulation des séjours en raison des lacunes du système d'information utilisé. Les deux derniers étés ont été difficiles en raison des fermetures urgentes liées à la crise sanitaire et à la pénurie d'animateurs.

À la suite de nombreuses alertes lancées auprès de la DJPEVA et de la secrétaire d'État, des Assises de l'animation ont été organisées fin 2021 et début 2022. Quels ont été les enseignements de ces assises ? Y'aura-t-il des actions mises en place dès l'été 2023 ?

Les enseignements tirés des Assises ont conduit à trois axes de réflexion : la question territoriale, l'animation professionnelle et l'animation volontaire. Il est nécessaire de réformer le contrat d'engagement éducatif en collaboration avec le secteur.

Un comité de filière animation a été créé pour mettre en œuvre les mesures issues des Assises. Le comité réunit toutes les parties prenantes de la filière, y compris les financeurs, les représentants des salariés, les employeurs, les associations d'élus, les associations de directeurs, les organisations syndicales, Héxopée, le CNFPT et les associations familiales. L'objectif du comité de filière est de formuler des propositions pour impulser une politique publique en faveur du secteur de l'animation. Il y aura des travaux et des propositions, par exemple l'abaissement de l'âge d'entrée en formation pour le Bafa, la rédaction d'un Vademecum sur les bonnes pratiques d'intégration des jeunes animateurs dans les collectifs d'animateurs.

Quelles sont les aides fournies par la CNAF pour aider les jeunes à s'investir pleinement dans l'animation occasionnelle ?

Il existe deux types d'aides : une aide aux candidats au BAFA, d'un montant de 91,47 €, ouverte à tous sans condition de ressources ou d'âge, et une aide aux collectivités pour cofinancer la qualification des animateurs locaux. Cette aide nationale n'a pas été réévaluée depuis 2002 et ne couvre en moyenne que 10 % du coût total du BAFA. Il y a d'autres aides locales qui peuvent être articulées avec l'aide nationale.

Serait-il possible que l'organisme de formation perçoive directement l'aide pour éviter aux jeunes d'avancer les frais, compte tenu des difficultés financières rencontrées par les étudiants ?

Cette proposition a été évoquée lors de consultations avec les CAF et les partenaires, et il est nécessaire de faire évoluer le moment où l'aide est octroyée, en envisageant un paiement en début et en fin de formation, ainsi que la possibilité d'un tiers payant avec les organismes de formation. Il nous faut majorer les aides selon certaines thématiques, comme le handicap, le développement durable, la citoyenneté ou la lutte contre les discriminations.

Quelles sont les aides de la CNAF pour accompagner au départ ?

La CNAF (Caisse Nationale des Allocations Familiales) participe au soutien au départ en vacances à travers ses dispositifs, tels que VACAF. Voici un résumé des différents dispositifs d'aide au départ :

1. Aide aux vacances enfants (AVE) : Il s'agit d'une aide financière directe aux familles pour permettre aux enfants de partir en vacances. Cette aide est destinée aux familles prioritaires qui rencontrent des situations de fragilité économique, sociale, de handicap, ou de deuil. Les familles peuvent bénéficier d'un accompagnement humain par des travailleurs sociaux de la CAF ou de partenaires comme le Secours populaire, ATD Quart Monde, pour les aider dans leur départ en vacances, notamment dans la recherche de séjours adaptés, les financements et les préparatifs.

TABLE RONDE :

«GARANTIR LA MIXITÉ SOCIALE ET ASSURER LE RECRUTEMENT, DEUX DÉFIS COLLECTIFS MAJEURS»

2. Séjours accessoires aux accueils de loisirs : Dans le cadre des financements des accueils de loisirs, une partie des fonds est allouée à des séjours courts qui servent de tremplin pour le départ en vacances des enfants et des adolescents. Cette modalité vise à soutenir les premiers départs en vacances.

3. Soutien à VVV (Ville, Vie, Vacances) : Il existe un cofinancement sur VVV, qui est un dispositif permettant de faciliter l'accès aux vacances pour les jeunes et les familles.

4. Aide aux projets des jeunes : Par le biais du fonds public et territoires, des micro-projets initiés par les jeunes et accompagnés par des structures de jeunesse peuvent bénéficier d'un soutien financier pour réaliser des petits séjours.

Il est important de souligner que les freins au départ en vacances ne sont pas uniquement liés à des difficultés financières, mais peuvent également être de nature administrative, psychologique ou culturelle. Ainsi, les dispositifs d'aide au départ visent à lever ces différents freins pour favoriser l'accès aux vacances pour tous.

Les aides financières accordées aux familles permettent d'accroître la mixité en favorisant le départ en vacances. Un nouveau site web est sur le point de voir le jour afin de faciliter l'accès à l'information sur les séjours. Il est important de promouvoir les séjours et de redonner envie aux enfants de partir en vacances.

Quel est l'avenir des colos apprenantes ? Qu'est-ce qu'on peut en dire ?

Les colos apprenantes ont permis à de nombreux enfants de partir en vacances. Quelques chiffres :

- Plus de 5000 séjours proposés et plus de 1000 organisateurs de séjours pour l'année 2022.
- Il y avait 24 % de collectivités, 74 % d'associations et 2 % autres à date.
- 70 000 jeunes ont bénéficié des colos apprenantes. 85 000 l'année dernière et 70 000 la première année.
- 44 % de filles en 2022 soit 27 672 jeunes filles ont pu partir en colos apprenantes.
- Les jeunes des quartiers prioritaires de la ville, il y en avait 25 % la première année, 33 % l'année dernière et cette année 45 %. 31 500 jeunes issus des QPV qui ont bénéficié des colos apprenantes.
- Les jeunes en ZRR. La première année, nous étions à 9 %, la deuxième 13 %. Et bien cette année 17 % avec 11 900 jeunes issus des ZRR qui ont pu partir en colos apprenantes.
- L'année dernière, les jeunes encadrés par l'aide sociale à l'enfance ils étaient 4,5 % soit 3900 jeunes. Cette année, 6 % avec 4200 jeunes qui ont pu partir. La possibilité d'ouvrir les colos apprenantes à Noël a permis à ces jeunes accompagnés par l'aide sociale à l'enfance de bénéficier des colos apprenantes. L'avenir de ce dispositif dépend des arbitrages gouvernementaux en matière de budget.

Comment faire pour maintenir les personnes recrutées dans nos structures jusqu'au

départ ?

L'une des solutions est d'offrir des formations et un soutien appropriés aux encadrants afin qu'ils puissent accompagner les jeunes de manière adéquate. Il faut maintenir un lien fort avec les animateurs recrutés, les impliquer dans la préparation du séjour et les sensibiliser aux valeurs et à l'importance de leur rôle. La notion de valeur, de sens est la première chose qui attire les jeunes vers le BAFA.

TABLE RONDE :

«MODÈLES ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX, DES ÉVOLUTIONS QUI NOUS CONCERNENT TOUS»



NATHALIE BEL BAUSSANT

Directrice des programmes de
tourisme durable, Terragir



NATHALIE LANIER

Directrice des voyages en
groupe, SNCF



INGRID MARECHAL

Délégue Générale de la
Fédération Nationale des
Transports de Voyageurs



LILIAN NOBILET

Directeur du CSE Michelin



CYRIL PERROTEAU

Directeur centre vacances,
Léo Lagrange



ROBIN MIGLIOLI

Coordinateur UNAT Au-
vergne-Rhône-Alpes

Vous qui êtes directeur, qui au quotidien avait un centre de vacances, ces hausses tarifaires qui arrivent, comment est-ce que cela impacte votre activité ?

Cyril Perroteau gère deux structures d'hébergement, l'une avec 136 lits à Corrençon et l'autre avec 75 lits à Rencurel, toutes deux situées dans le Vercors. Les installations ont des agréments de l'inspection académique et des certifications Jeunesse et Sport pour accueillir des mineurs. La structure réalise un chiffre d'affaires d'environ 500 000 € par an et accueille principalement des groupes scolaires, des colonies de vacances, des événements sportifs et familiaux. La situation a été impactée par l'augmentation des prix des denrées alimentaires depuis janvier en raison des conflits en Ukraine, avec une hausse significative des prix de l'huile de tournesol, de la viande, des légumes et du lait.

En plus de l'impact sur les coûts alimentaires, la crise énergétique a également un impact majeur. Les nouveaux tarifs EDF pour 2023 indiquent des augmentations considérables pour les heures pleines et les heures creuses, ce qui entraîne une augmentation de près de 3,5 à 4 fois des coûts énergétiques. Cela signifie que la facture d'électricité de la structure pourrait passer de 5 000-6 000 € par an à environ 20 000 € l'année prochaine. Pour faire face à ces augmentations, des hausses de tarifs ont déjà été mises en place, avec une augmentation de 7 % pour les scolaires, les colonies de vacances et les familles en 2023. Cependant, il est difficile de compenser pleinement les coûts croissants.

Il exprime des inquiétudes quant à la capacité de continuer à accueillir des groupes scolaires en raison des contraintes budgétaires des municipalités. Les subventions et les budgets scolaires ne sont pas suffisants pour couvrir les coûts croissants, notamment ceux liés aux transports, qui ont également augmenté d'environ 35 à 40 %. Même avec des efforts pour ajouter des gratuités et réduire les pensions, il est difficile de combler le manque de financement.

Cyril Perroteau est très préoccupé par la situation, estimant que la crise énergétique aura un impact bien plus important que la pandémie de COVID-19. La situation du COVID-19 a été difficile sur le plan psychologique, l'État a apporté une certaine aide économique. Cependant, la crise énergétique actuelle semble entraîner des difficultés financières plus importantes pour l'année 2023.

Est-ce que vous avez d'autres pistes de réflexion justement pour limiter la casse, j'ai envie de dire, mais pour couvrir justement cette hausse des charges ?

Dans cette crise économique, les écoles sont contraintes de prendre des mesures d'économie, telles que l'organisation de pique-niques pour réduire les frais de repas et la suppression d'activités afin de financer les coûts supplémentaires de transport. Cela entraîne une diminution de la qualité pédagogique, bien que les élèves continuent à apprécier leur séjour. Des efforts sont déployés pour minimiser les conséquences négatives, notamment en mettant les fournisseurs d'électricité en concurrence. Cela se produit actuellement dans les centres de vacances Léo Lagrange. Cyril Perroteau a la chance de travailler avec un groupe bien structuré qui met en place diverses initiatives d'économie. Ces efforts ne datent pas seulement de la crise actuelle, car Cyril Perroteau s'engage déjà dans des démarches d'économie d'énergie, conformément au décret tertiaire qui exige une réduction de 60 % de la consommation énergétique d'ici 2050. Des travaux ont été entrepris pour améliorer l'efficacité énergétique, tels que le remplacement des luminaires par des LED, l'installation de mitigeurs pour économiser l'eau et le remplacement des fenêtres pour réduire les besoins en chauffage. Cependant, il est difficile d'estimer les

économies réalisées tant que les factures réelles ne sont pas disponibles. Actuellement, les prévisions sont incertaines, et les chiffres sont brouillés. L'objectif est de parvenir à l'équilibre financier, mais pour l'instant, ce ne sont que des prévisions.

Alors comment vous vous y prenez justement ? Est-ce que vous aurez réimpacté son bénéficiaire ? Est-ce que vous rencontrez des difficultés justement à générer ces hausses à l'échelle de votre CSE ? Quelles conséquences ça peut avoir ?

Le CSE Michelin n'a pas de difficulté à soutenir ses partenaires et les enfants qui partent en colonies de vacances, grâce à son modèle économique. Malgré une baisse du nombre de vacanciers et de personnes profitant des loisirs, l'entreprise a accumulé des excédents qu'elle a mobilisés pour faire face à cette situation. Pendant la crise, le CSE a décidé de maintenir systématiquement les colonies de vacances, considérant cet outil important tant pour les enfants que pour les partenaires. Ils sont ouverts à discuter des prix d'achat des séjours avec leurs partenaires, en accordant une attention particulière aux augmentations correspondant à l'inflation. La tarification des séjours pour les enfants est basée sur le Quotient Familial (QF), avec seize tranches correspondantes. Peu importe la destination ou l'activité, le coût de la journée est facturé aux familles en fonction de leur QF. Le barème tarifaire est ajusté strictement en fonction de l'inflation, de manière que l'engagement financier des familles ne soit pas plus lourd. Le prix des séjours varie de 7 € par jour pour la première tranche à 50 € par jour pour la dernière tranche.

Concrètement, est ce que vous pouvez peut-être nous dire quelles sont les conséquences sur la distribution et sur l'exploitation pour la SNCF dans le contexte actuel ?

Le coût de l'électricité nécessaire pour alimenter les trains est estimé à une hausse d'au moins 25 à 30% en 2023, et cette hausse est encore plus importante pour les TGV en raison de leur consommation énergétique plus élevée. Malgré les efforts de redistribution de l'énergie au sein de l'Union européenne, cette augmentation des coûts est inévitable. Le choix a été fait de ne pas répercuter entièrement cette hausse sur les clients afin de rester compétitif sur le marché. Au lieu de cela, un plan d'économies drastiques a été mis en place, comprenant la réduction de l'espace de travail, la diminution du chauffage, la formation des conducteurs à l'écoconduite, et l'optimisation de la maintenance des trains. Une augmentation tarifaire de 5% en moyenne sera mise en place en janvier pour équilibrer les coûts. La SNCF encourage ses clients à privilégier les voyages en dehors des périodes de pointe et propose des offres moins chères sur certaines lignes. Ils mettent également en place des mesures d'économie dans tous les aspects de leur production, notamment dans la restauration à bord des trains et dans l'utilisation de matériaux recyclables. Toutes ces mesures visent à maintenir leur modèle économique tout en évitant des hausses tarifaires trop importantes pour les clients.

Est ce qu'on peut avoir peut-être des pistes ou des choses qui nous permettraient d'envisager ça différemment ? Ou est ce qu'aujourd'hui, à court et moyen termes, le modèle de la SNCF ne permet pas de faire bouger cela ?

Nathalie Lanier explique les contraintes d'exploitation de la SNCF et les remédiations mises en place. Elle mentionne que l'accès aux trains de pointe pour les groupes est limité en raison du modèle économique de la SNCF, qui nécessite un équilibre entre les tarifs individuels et les tarifs de groupe. Elle explique qu'il y a des quotas de places réservées aux groupes, qui varient en fonction des heures de pointe et des jours de grands départs. Nathalie Lanier souligne que permettre aux TGV d'être entièrement remplis par des groupes de colonies de vacances n'est pas envisageable pour le modèle économique. Cependant, elle suggère l'ouverture d'une discussion sur la création de tarifs sociaux pour les voyages en groupe,

TABLE RONDE :

«MODÈLES ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX, DES ÉVOLUTIONS QUI NOUS CONCERNENT TOUS»

tels que les colonies de vacances, afin de répondre à la demande des parents tout en maintenant l'équilibre financier. Elle conclut en soulignant qu'une volonté politique est nécessaire pour résoudre cette problématique.

Peut-être que vous pouvez nous expliquer les contraintes rencontrées par la filière, nous expliquer peut-être pourquoi il devient si difficile de trouver des cars pour acheminer des groupes et quels sont peut-être les perspectives à moyen long terme et en termes de tarifs et en termes de difficulté à accéder à des services de transporteurs par cars ?

La filière du transport en autocar rencontre diverses contraintes qui rendent difficile la recherche de autobus pour le transport de groupes. La profession a souffert pendant la crise sanitaire, avec une forte baisse du chiffre d'affaires et des entreprises endettées doivent continuer à rembourser leurs emprunts. De plus, la crise énergétique et la hausse des prix des carburants ont impacté les coûts opérationnels, conduisant les entreprises à demander de nouvelles aides à l'État. La profession doit également faire face à une pénurie de conducteurs et à des coûts liés à la réglementation sociale, notamment en ce qui concerne les temps de conduite et de repos. Les salaires des conducteurs ont augmenté, mais cela n'a pas résolu le problème de pénurie et d'attractivité de la profession. De plus, les entreprises de transport occasionnel, qui transportent des enfants pour des sorties scolaires ou des colonies de vacances, sont également responsables des transports scolaires quotidiens, sous peine de pénalités financières élevées. En raison de la perte de conducteurs pendant la crise sanitaire, de nombreux conducteurs de tourisme ont été réaffectés aux transports scolaires, ce qui a entraîné une diminution de la disponibilité des cars pour les voyages occasionnels et touristiques. En conséquence, environ 80 % des entreprises refusent actuellement les devis de transport occasionnel, ce qui rend difficile de répondre à toutes les demandes. Les coûts des autocars ont également augmenté, ce qui a conduit à une hausse des tarifs proposés par les entreprises du secteur.

Et quelles perspectives à moyen long terme ? Est-ce qu'on voit une amélioration peut être à venir des conditions de transport ou est-ce que c'est quelque chose qui risque de s'installer dans la durée ?

Malheureusement, la pénurie de conducteurs est susceptible de durer pendant de nombreuses années, ce qui empêche une amélioration immédiate des conditions de transport. Cette pénurie existe depuis une dizaine d'années et s'est aggravée pendant la crise sanitaire. Les entreprises de transport concentrent donc leurs efforts sur le transport scolaire, car tant qu'elles ne parviennent pas à remplir leurs obligations dans ce domaine, elles ne peuvent pas se consacrer à d'autres types de services. Cependant, les entreprises ont besoin de retrouver leur niveau économique d'avant la crise sanitaire et de répondre à une demande actuellement très élevée.

En quoi une labellisation Clé verte peut être un élément de réponse ou en tout cas peut permettre de régler ces problématiques économiques et d'avancer justement vers une transition d'un modèle économique et environnemental ?

La labellisation Clé verte peut jouer un rôle important dans la transition vers un modèle économique et environnemental plus durable pour l'ensemble de la chaîne de valeur d'un séjour. De plus en plus d'établissements cherchent à diminuer leurs charges d'exploitation en mettant en place des actions de sobriété énergétique, de gestion de l'eau et de réduction des déchets. Ces actions répondent à la fois aux enjeux économiques des établissements et aux préoccupations environnementales, telles que la

diminution des émissions de gaz à effet de serre.

La labellisation Clé verte, ainsi que d'autres démarches de développement durable, se concentrent sur des actions visant à réduire la consommation d'énergie, d'eau et de déchets. Parmi les priorités figure l'isolation des bâtiments, qui permet de mieux conserver la chaleur ou la fraîcheur selon les besoins saisonniers. Les établissements doivent également prendre en compte les problématiques liées à la climatisation, notamment dans les régions chaudes où la facture énergétique peut être plus élevée en été. Il est important d'éduquer la clientèle aux bonnes pratiques et de mettre en place des systèmes de régulation du chauffage et de la climatisation.

Outre les aspects liés à l'énergie, la transition vers un modèle économique et environnemental durable implique également des changements de mentalités. Il est nécessaire d'expliquer aux clients les mesures prises et de favoriser une meilleure compréhension des enjeux environnementaux. Des exemples concrets montrent que des actions autrefois considérées comme impossibles peuvent être mises en place lorsque la priorité est donnée à la durabilité, comme le débranchement des mini-bars dans les hôtels.

La gestion de l'eau est également un sujet important, et il est recommandé aux établissements de mesurer leurs débits d'eau et de mettre en place des dispositifs de réduction de la consommation. Des retours sur investissement rapides peuvent être observés grâce à l'installation de dispositifs économiseurs d'eau.

En ce qui concerne les achats, la rationalisation des produits d'entretien en privilégiant des options éco-labellisées peut permettre de réduire les coûts tout en préservant l'environnement.

En somme, la labellisation Clé verte et d'autres démarches similaires offrent un cadre et des recommandations pour engager les établissements dans une transition vers un modèle économique et environnemental plus durable, en mettant en place des actions concrètes de réduction de la consommation d'énergie, d'eau et de déchets, tout en sensibilisant les clients et en remettant en question les pratiques d'exploitation habituelles.

Est-ce que Clef Verte peut accompagner là-dessus ? Et comment ? Quelles sont les pistes ? Et peut-être lesquelles comme levier pour avoir un impact un peu plus respectueux de l'environnement en la matière ?

La labellisation Clé verte peut accompagner les centres de vacances dans leur démarche d'adoption de pratiques plus respectueuses de l'environnement, y compris dans le domaine de la restauration. Une piste prometteuse est de privilégier les circuits courts et les achats locaux, ce qui permet à la fois de réduire l'empreinte environnementale et de maîtriser les coûts. Pendant la crise sanitaire, les établissements qui se sont approvisionnés localement ont été plus résilients et ont rencontré moins de problèmes d'approvisionnement. Il est également recommandé d'opter pour des produits de saison et de réduire la consommation de viande, en particulier de bœuf, pour réduire l'impact environnemental et préserver la biodiversité. En combinant des considérations économiques et environnementales, la labellisation Clé verte peut jouer un rôle important dans la promotion de pratiques plus durables dans le secteur de la restauration des centres de vacances.

TABLE RONDE :

«MODÈLES ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX, DES ÉVOLUTIONS QUI NOUS CONCERNENT TOUS»

Est ce que regard de ce qui est présenté vous avez intégré justement cette question de la transition ou des aménagements ? Justement pour avoir une empreinte carbone meilleure ?

Lilian Nobilet, propriétaire d'un centre de vacances sur l'île d'Yeu, a entrepris un projet de rénovation pour transformer le site en une installation plus polyvalente et durable. Le centre était auparavant utilisé seulement pendant six à sept semaines par an, ce qui était inefficace en termes d'entretien des bâtiments. L'objectif est d'élargir la période d'exploitation et d'accueillir non seulement des colonies de vacances, mais aussi des vacances familiales et des associations, afin de répondre aux besoins de l'île d'Yeu en matière d'espaces collectifs. L'idée est de créer une hybridation qui donne un sens plus large à l'établissement et qui s'inscrit dans une logique de développement durable.

Bien que la question du bilan carbone et des études d'impact n'ait pas été directement abordée, la préoccupation principale a été d'intégrer cette polyvalence dans une gouvernance spécifique. Pour cela, ils ont décidé d'adopter la forme juridique d'une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC), qui permet de gérer efficacement une pluralité d'activités et de parties prenantes. Cette approche met en évidence l'importance de la dimension sociale et démocratique du développement durable.

Le permis de construire a été validé et les négociations avec les entreprises sont en cours, malgré les défis rencontrés. En résumé, la rénovation du centre de vacances sur l'île d'Yeu vise à créer une installation polyvalente, durable et socialement engagée, en accordant une attention particulière à la gouvernance et à l'implication des parties prenantes.

Peut-être que vous pouvez nous donner les quelques éléments de réflexion et ce vers quoi vous vous dirigez pour avoir un impact environnemental encore moindre et derrière, avoir un impact plus vertueux.

Nathalie Lanier, représentant de la SNCF, et Ingrid Maréchal, représentant de la FNTV (Fédération Nationale des Transports de Voyageurs), discutent de l'empreinte environnementale du transport dans le secteur du tourisme. Elles soulignent que le transport représente jusqu'à 70 % de l'impact environnemental d'un séjour, avec 60 % pour l'acheminement sur place et 10 % pour le dernier kilomètre ou les activités une fois sur place.

Nathalie Lanier met en avant les avantages du transport en train, notamment le TGV, qui émet seulement quatre grammes de CO₂ par kilomètre parcouru, comparé à 260 grammes pour un avion. Elle souligne que le transport ferroviaire représente seulement 0,6 % des émissions de carbone liées aux déplacements en France. La SNCF vise à réduire davantage son empreinte environnementale en utilisant du nouveau matériel roulant, en augmentant la capacité des trains et en optimisant divers aspects tels que la consommation d'eau, la restauration à bord, le traitement des déchets et les temps de stationnement.

Ingrid Maréchal aborde la question du transport routier, en mettant en évidence le fait que le transport collectif en autocar est plus vertueux que les déplacements individuels, malgré le fait que 98 % des autocars en France fonctionnent au diesel. Elle souligne que les entreprises de transport sont engagées dans la transition énergétique et souhaitent passer à des véhicules plus propres, tels que ceux fonctionnant au gaz. Cependant, la hausse des prix du gaz a freiné le développement de cette filière. L'électricité et l'hydrogène sont considérés comme l'avenir, mais les contraintes d'autonomie pour les longues distances nécessitent encore des recherches. Les freins industriels et financiers, tels que le coût élevé des véhicules électriques, sont des défis à surmonter. La FNTV travaille en collaboration avec l'État

pour atteindre l'objectif de neutralité carbone en 2050 en s'appuyant sur des énergies propres et des véhicules fournis par les constructeurs.

En résumé, Nathalie Lanier et Ingrid Maréchal mettent en évidence les efforts de la SNCF et de la FNTV pour réduire l'empreinte environnementale du transport dans le secteur du tourisme, en se concentrant sur l'optimisation des trajets en train, l'utilisation de nouveaux matériaux, la réduction des déchets et la transition vers des véhicules plus propres pour le transport routier. Cependant, des défis subsistent en raison des contraintes techniques, financières et industrielles.

Comment on fait concrètement pour faire réussir cette transition écologique, tout en répondant aussi aux normes et à la diversification des activités ?

Nathalie Bel Baussant répond à la question sur l'accompagnement de la transition écologique dans les structures d'hébergement. Elle souligne que le besoin d'engagement vers une démarche de développement durable est entravé par le manque de temps, d'argent et la complexité technique. Pour faciliter cela, ils simplifient les actions nécessaires et formulent les critères du label de manière opérationnelle, afin que les équipes puissent facilement comprendre ce qui doit être fait. Ils fournissent un accompagnement-conseil à la labellisation, où des chargés de mission aident les établissements à mettre en place chaque critère. Les audits sont des audits de conseil, permettant d'identifier les bonnes pratiques et d'expliquer ce qui doit être amélioré. En ce qui concerne l'accompagnement financier, en tant qu'association, ils ne sont pas en mesure de fournir un soutien financier direct, mais ils orientent les établissements vers des organismes tels que l'ADEME et les CCI qui gèrent des fonds et connaissent les dispositifs d'aide disponibles. À partir de l'année prochaine, ils délégueront leurs auditeurs au réseau des CCI dans toute la France, ce qui permettra aux conseillers spécialisés d'orienter les établissements vers les dispositifs locaux et les partenaires pertinents.

ATELIERS :

« SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE DANS LES SÉJOURS »

Le Colloque de 2021 avait abordé le thème de la transition énergétique, un sujet d'autant plus d'actualité en 2022 avec l'inflation.

Afin de poursuivre le travail mené sur l'année écoulée, et se concentrer la réflexion sur le volet énergétique, un atelier a porté sur ce défi commun aux professionnels du secteur.

Le parc des établissements accueillant les séjours collectifs de mineurs

La situation énergétique des établissements touristiques est influencée par divers facteurs, y compris les politiques et les réglementations en matière d'énergie et de durabilité.

Les pertitions énergétiques et les coûts liés à l'augmentation des prix de l'énergie appuient le besoin du secteur à financer le patrimoine d'accueil de collectifs de mineurs avec une aide à la pierre de l'Etat.

Cependant, l'investissement dans les rénovations des bâtiments peut induire une hausse importante des coûts qui devront eux même se répercuter sur les prix.

Les transports : la mobilité douce

La pollution liée au transport dans le secteur du tourisme en France est une préoccupation importante. Le transport est un élément essentiel de l'industrie touristique, mais il contribue de manière significative à la pollution de l'air, aux émissions de gaz à effet de serre et à d'autres formes de pollution.

L'impact carbone des transports en autocar ou en avion est un problème bien cerné par les organisateurs de séjours. La demande croissante d'utilisation de mobilité plus douce se confronte aux limites de l'offre ferroviaire de plus en plus coûteuses et fréquentée. La SNCF ne peut garantir toutes les places aux organisateurs de séjours à des prix raisonnables. Une réflexion autour d'une politique tarifaire spécifique aux colonies de vacances et classes de découvertes est à mener.

La difficulté réside également dans les derniers kilomètres du voyage, de la gare au lieu de vacances où la disponibilité ainsi que les prix des autocaristes s'aggrave.

L'alimentation durable

L'alimentation est au cœur des séjours collectif, elle représente un moment de convivialité et d'éducation. Elle représente néanmoins un poste de charges important.

La sensibilisation des jeunes à la durabilité et aux problématiques environnementales doit être véhiculée par l'alimentation proposée au sein des séjours collectifs.

Le choix du circuit court doit être une alternative et devra entrer dans les critères du décret tertiaire.

ATELIERS :

« PROJET ET MODÈLES ÉCONOMIQUES »

Le modèle économique des colonies de vacances et des classes de découverte a récemment été confronté à plusieurs chocs qui ont mis à mal les associations : la crise du covid-19 et l'inflation.

En dépit de la reprise des séjours en 2022, les organisateurs de séjours sont toujours fébriles, mais restent mobilisés sur les sujets suivants :

Définir une vraie politique : aide au départ et aide à la pierre ?

Pour faire face aux récents événements, les organismes ont augmenté les prix des séjours. Ce sont les classes moyennes et populaires qui pâtissent de cette hausse et pour lesquels les aides financières sont insuffisantes au départ des enfants. Le non-départ de cette partie de la population renforce le manque de mixité sociale au sein de groupes. La crise du modèle de la colonie de vacances, outre la baisse du nombre d'animateurs, c'est que les colonies de vacances ne répondent plus à ses objectifs initiaux, soit de permettre aux enfants issus des classes populaires de pouvoir partir en vacances.

Freins psychologiques des parents et des enfants : le travail d'information auprès des familles sur les bienfaits des colonies de vacances (autonomisation, socialisation, apprentissage, etc) doit être plus largement entendu.

Les coûts énergétiques des bâtiments et des transports contraignent considérablement les ACM et organisateurs de séjours. L'aide à la pierre et une tarification spécifique de la SNCF et des autocaristes accorderaient un nouveau souffle au secteur ainsi qu'une meilleure qualité de service auprès des enfants et des jeunes.

Accompagnement social en lien avec le désengagement progressif des CSE et collectivités territoriales.

Marchés publics en fort décalage avec le coût réel des séjours.

ATELIERS :

« RENFORCER ET DÉVELOPPER LA MIXITÉ DANS LES SÉJOURS »

La mixité est un des objectifs majeurs au sein des séjours collectifs. Elle peut se traduire sous plusieurs formes, la mixité de genre, de génération, d'origine sociale, etc.

L'atelier a permis d'identifier quatre problématiques.

L'inclusion des jeunes porteurs de handicaps ou ayant des besoins spécifiques dans les séjours

L'action à mettre en place : développer des actions communes pour que les jeunes jouent ensemble en renforçant les activités ludiques et en ouvrant davantage les séjours.

Risques :

- Manque d'ouverture de la part des jeunes non-porteurs de handicaps et une difficulté de recrutement d'accompagnateurs spécialisés.
- Stigmatisation
- Mauvaise prise en charge
- Parents qui cachent le handicap de leur enfant.

Accessibilité géographique

Persiste des inégalités territoriales au sein des régions et des départements dû à plusieurs facteurs, dont le manque de communication auprès des familles notamment via l'Education Nationale.

Une partie de la population concernée risque d'être laissée de côté.

Inclusion des transidentités

La question de l'identité et du genre occupe dernièrement une place importante dans la société. Les organisateurs de séjours y sont sensibles et souhaitent être davantage informés sur les conditions d'accueil de ces jeunes en ACM.

Un groupe de travail pourrait réunir les professionnels du secteur et les pouvoirs publics afin d'anticiper des éventuelles situations d'exclusions.

Cette sensibilisation devra se faire auprès des familles et des équipes encadrantes et nécessiterait une révision du cadre législatif.

Mixité sociale

Un des enjeux des colonies de vacances concerne le mélange des origines sociales, créer un groupe d'enfants issus de milieux aisés et de milieu plus modestes devient de plus en plus compliqué.

Pour éviter ce phénomène d'entre-soi, les participants proposent une diversification des financements pour trouver plus de jeunes de classes sociales différentes.

ATELIERS :

« RECRUTEMENT ET PERSONNEL » : LES LEVIERS D’ACTIONS ET PARTENARIATS

Pénurie d’animateurs

Les facteurs de ce manque de candidats sont multiples, des pistes d’actions ont été proposées en atelier :

- Repenser le quota des diplômés (SIDES) et des non diplômés.
- Proposer plus de formations
- Rendre plus accessible le BAFA (coût)
- Assouplir la durée du CEE

Communication

- Campagnes de communication auprès des jeunes et des parents notamment sur les réseaux sociaux en valorisant l’impact des ACM (Accueils collectifs de mineurs) sur les jeunes et les territoires.
- Intervenir dans les collèges et lycées pour présenter le BAFA et le métier de l’animation.

Conditions de travail

- Encourager à l’appartenance des valeurs de l’éducation populaire et sur les rythmes de travail.
- Prendre en charge les transports
- Accorder des pauses
- Proposer un logement sur place

Fidélisation

Un des enjeux majeurs des organisateurs de séjours est la fidélisation des animateurs BAFA. Les abandons de poste en cours de séjours ou d’une saison à l’autre et l’important turn-over menacent la pérennité des séjours.

Fidéliser son équipe signifie motiver les animateurs, les former et fixer des objectifs. Le manque de sens que peut traverser la jeune génération est porteur pour le secteur, l’éducation populaire, ses valeurs et ses objectifs peut contribuer à cette quête de sens. Les compétences d’un(e) animateur(trice) BAFA concourent à la réussite du parcours scolaire et professionnel.

Ouvrage édité par

UNAT

Directrice de publication

Louise FENELON

Rédaction et réalisation

Louisa CHAROUNI, UNAT

Pierre JOUQUAN, UNAT

Comité de Pilotage 2022

Présidé par : Louise FENELON, UNAT, VVL

Fanny ANDREU, UNAT

Cécile BEAUJOUAN, UNAT

Olivier BEAUMONT, Temps Jeunes

Louisa CHAROUNI, UNAT

Bruno COLIN, ODCVL

Natacha DUCATEZ, OVLEJ

Benoît FONTAINE, La Ligue de l'enseignement

Cyril GAFFET, UFCV

Anthony GUERON, CSE Véolia

Gabriel HUBSCHWERLIN, UFCV

Pierre JOUQUAN, UNAT

Ludovic LEGOFF, ADN

Robin MIGLIOLI, UNAT

Christophe MOULLE, CLAVIM

Laurence PLANES-CARY, Les Pep

Judit SALA, UNAT

Simon THIROT, UNAT

Impression

Dix-neuf

ISSN (International Standard Serial Number)

2558-5886

- SAVE THE DATE -

23 Novembre 2023

Colloque Colos et Classes

Déc

AU FIAP - PARIS